

CONSEIL D'ÉTAT, SECTION DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

A R R Ê T

n° 219.195 du 7 mai 2012

A. 200.825/XV-1594

En cause : **SZTYBEL** Bernard,

ayant élu domicile chez
Me Th. AFSCHRIFT, avocat,
avenue Louise 208
1050 Bruxelles,

contre :

l'État belge, représenté par
le Ministre des Finances.

LE PRÉSIDENT DE LA XV^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 24 juin 2006 par Bernard SZTYBEL, qui demande l'annulation de «la décision par laquelle une autorité administrative fédérale, l'Inspecteur Principal - chef de service de l'Inspection spéciale des impôts d'Anvers 3, a refusé à la partie requérante l'accès complet, et à la communication sous forme de copie, de son dossier fiscal, précisément les renseignements en provenance de l'administration fiscale française, sans référence, datée du 24 mai 2011»;

Vu le dossier administratif;

Vu le mémoire en réponse notifié à la partie requérante le 1^{er} septembre 2011;

Vu la note de M. D. DELVAX, auditeur au Conseil d'État, par laquelle il est demandé que soit mise en œuvre la procédure organisée par l'article 14*bis* de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État;

Vu la lettre, notifiée aux parties le 14 février 2012 par le greffe du Conseil d'État les informant de ce qu'il leur est loisible de demander à être entendues dans les quinze jours;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la partie requérante n'a pas déposé de mémoire en réplique dans le délai imparti; qu'aucune des parties n'a demandé à être entendue; que conformément à l'article 21, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, il y a lieu de constater l'absence de l'intérêt requis,

Considérant toutefois qu'il ressort d'un courrier du 27 octobre 2011 émanant du conseil de la partie requérante que celle-ci «a obtenu, depuis le dépôt de la requête, l'accès à son dossier fiscal complet»; que cette circonstance emporte le retrait implicite mais certain de la décision attaquée et justifie que les dépens soient mis à charge de la partie adverse,

D É C I D E :

Article 1^{er}.

Il n'y a plus lieu de statuer.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 175 euros, sont mis à charge de la partie adverse.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la XV^e chambre, le sept mai deux mille douze par :

M. M. LEROY,	président de chambre,
Mme N. ROBA,	greffier.

Le Greffier,

Le Président,

N. ROBA

M. LEROY